

## COMMUNAUTE DE COMMUNES GÂTINAIS-VAL DE LOING

### COMPTE-RENDU DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

*Du 27 septembre 2010  
Article L 2121-17 DU CGCT*

#### Nombre de conseillers :

En exercice : 41  
Présents : 34  
Votants : 34+1  
pouvoir

Date convocation :  
16-09-2010

Date d'affichage :  
16-09-2010

L'an deux mille dix le vingt sept septembre à dix-huit heures trente minutes, le Conseil de la Communauté de Communes Gâtinais-Val de Loing s'est réuni au Foyer rural de Souppes sur Loing, après convocation légale, sous la présidence de Monsieur Jean-Jacques HYEST, Président.

Etaient présents, les titulaires : THIBAUT Anne, TARDY Thierry, MOULIE Bruno, MONCEL Hugues, THIERRY Jean-Pierre, LIONNET Rose-Marie, JOURANDON Alain, MARLIN Maryse, ROY Pierre, BOYER Pierre, LAGILLE Franck, MOUSSET Gérard, JOURDAIN Patricia, BASCHET Bruno, SABOURIN Mylène, PLISSON Alain, BEAUHAIRE Philippe, HURTAULT Claude, VARLET Michel, HYEST Jean-Jacques, BLOUZAT Nicole, GARLAND Maurice, COURTOIS Hervé, BOURON Henri, BABUT Pierre, BOURCIER Francis, BOUSSER Patrick, GUILHAUMON Sylvain, BARDOUX Pierre.

Etaient absents et suppléés : CHACHIGNON Jean-Noël suppléé par SOUQUE Marie-Claude, COUTRET Stéphane suppléé par BILLARD Daniel, CHAUSSY Patrick suppléé par TISSOT François, VILLEFLOSE Annie suppléée par CAMMARATA Gérard, FONTANA Véronique suppléée par REINE Michel.

Etaient absents excusés avec pouvoir : PAPOUGNOT Gérard pouvoir à M. BOURON Henri,

Etaient absents excusés non suppléés : DEFOIX Antoine, GUYARD Michel.

Etaient aussi présents, les suppléants (sans droit de vote) : Pascal THOISON, Françoise DUBOIS, Christiane RAFFIN, LEGUILLON Catherine.

Secrétaire de séance : Francis BOURCIER

#### Ordre du jour :

1. Approbation du compte-rendu du Conseil Communautaire du 12 avril 2010
2. Informations
3. Développement économique : validation intermédiaire de l'avancée de la démarche de concertation « Territoires et dynamiques économiques »
4. Adhésion au Groupement d'intérêt public (GIP) « Plate-forme de revitalisation et de développement - sud Seine-et-Marne »
5. Petite enfance : présentation du projet de Relais d'Assistantes Maternelles (RAM)
6. Transport à la demande : avancée des travaux de la commission et présentation du cahier des charges
7. Cahier des charges pour le Plan communication (charte graphique et site Internet)
8. Création d'un Comité consultatif « Communication »
9. Règlement intérieur
10. Présentation et validation des Conventions avec les syndicats de collecte et traitement des ordures ménagères
11. Adhésion au Comité National d'Action Sociale
12. Adhésion à Pôle Emploi
13. Déplacements domicile-travail : prise en charge partielle de la carte d'abonnement
14. Mise en place d'un régime de Réduction du Temps de Travail
15. Amortissements
16. Questions diverses

La séance est ouverte à 18h45.

Le Président, Jean-Jacques HYEST, propose au Conseil Communautaire d'ajouter trois points à l'ordre du jour, à savoir : Désignation du correspondant du CNAS pour les agents, Désignation du correspondant du CNAS pour le collège élus et l'exonération de TEOM pour certaines entreprises du territoire.

L'ensemble du Conseil Communautaire accepte et ces points sont ajoutés à l'ordre du jour (16/17 et 18).

#### 1/ Approbation du compte-rendu du Conseil Communautaire du 12 avril 2010

Aucune observation n'est émise. Le compte-rendu du Conseil Communautaire du 12 avril 2010 est approuvé à l'unanimité.

## 2 / Informations

La CCGVL a eu livraison de son véhicule début Mai 2010. Il s'agit d'une RENAULT CLIO blanche, pour ceux qui ne le sauraient pas encore.

Après diverses études de différentes compagnies d'assurance, il a été retenu la meilleure offre en matière de véhicule, responsabilité civile, protection juridique et multirisque professionnelle. La compagnie retenue est la société AREAS, située à Nemours, représentée par M. Gouret.

## 3/Développement économique : validation intermédiaire de l'avancée de la démarche de concertation « Territoires et dynamiques économiques »

Le Président demande à Francis BOURCIER de bien vouloir exposer l'avancée des travaux de la Commission « Développement économique, Emploi et aménagement de l'espace ». Celui-ci rappelle les étapes de la démarche « Territoires et dynamiques économiques » engagée selon la méthode proposée par Mairie-conseils :

- La première étape a consisté en trois réunions d'élus municipaux pour établir un autodiagnostic du territoire,
- La deuxième étape a consisté à écouter le point de vue d'un certain nombre d'opérateurs du territoire.

A l'issue de ces deux étapes, Anne-Claire LEBARON a établi une carte de synthèse des dynamiques économiques du territoire et des fiches caractéristiques du territoire, autour des trois thèmes de l'ouverture, des transformations et de la différenciation.

Cet « état des lieux », très riche, ouvre de nombreuses perspectives pour l'action à mener.

La troisième étape a consisté le 16 septembre dernier en un jeu d'accueil d'entreprises, qui a démontré notre capacité à trouver des solutions pour accueillir et accompagner les porteurs de projets sur notre territoire.

La quatrième étape, en cours de démarrage, consiste en des entretiens entre des « binômes d'élus » et des chefs d'entreprises, destinés à les faire s'exprimer sur les opportunités et les freins que présente le territoire pour leur activité ainsi que sur leurs projets de développement. Il s'agit en outre de recueillir leur vision sur l'attractivité du territoire et sur d'éventuels secteurs porteurs.

L'ensemble de ces étapes aura bientôt permis de **recueillir des points de vue complémentaires** sur notre territoire communautaire et ses dynamiques économiques. En novembre, nous réaliserons le **croisement des points de vue des élus, des opérateurs économiques et des entrepreneurs**, afin de **dégager des marges d'initiatives et des pistes d'actions**.

La Commission « Développement économique, Emploi et Aménagement de l'espace » étudiera ensuite les conditions de leur mise en œuvre.

Francis BOURCIER explique par ailleurs que les communes doivent définir sans tarder l'intérêt communautaire. En effet, elles ont doté la Communauté de communes de compétences, dont quelques unes ne seront effectives qu'après définition de l'intérêt communautaire : c'est le cas de la compétence « Etudes, création, aménagement, gestion, promotion-commercialisation, entretien et requalification des Zones d'Activités Economiques d'intérêt communautaire ». L'intérêt communautaire fixera la ligne de partage entre ce qui relèvera de l'action intercommunale et ce qui restera dans le domaine d'action communal. Tant que l'intérêt communautaire n'est pas défini, les compétences concernées sont des « coquilles vides » : par exemple, la Communauté de communes ne peut pas intervenir sur les zones d'activités économiques.

La loi offre un délai de deux ans après le transfert de compétences pour définir l'intérêt communautaire (ce qui nous conduit à janvier 2012). Mais les services de l'Etat conseillent de le définir plus vite (dès 2010). La définition de l'intérêt communautaire est obligatoire ; elle est surtout utile, car elle dote la Communauté de communes d'une véritable capacité d'intervention.

La définition de l'intérêt communautaire est réalisée par les Conseils municipaux (qui délibèrent dans les mêmes conditions qu'à la création de la Communauté de communes, c'est-à-dire à la majorité qualifiée), sur proposition éventuelle du Conseil communautaire.

**Le Conseil Communautaire, ENTENDU l'exposé de Monsieur le Vice-président,**

**CONSIDERANT** les travaux accomplis dans le cadre de la démarche de concertation « Territoires et dynamiques économiques » réalisée en partenariat avec Mairie-conseils ;

**CONSIDERANT** la participation des élus municipaux à cette démarche de concertation ;

**Après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents,**

**DECIDE**

**Article 1<sup>er</sup> -** de valider la synthèse intermédiaire issue de la démarche de concertation « Territoires et dynamiques économiques », annexée à la présente délibération.

**Article 2 -** de poursuivre la réalisation de cette démarche.

## 4/Adhésion au Groupement d'intérêt public (GIP) « Plate-forme de revitalisation et de développement - sud Seine-et-Marne »

Le Président expose les raisons d'adhérer à ce groupement.

Dans un contexte d'importantes évolutions structurelles des activités économiques situées sur le territoire, illustrées par des fermetures d'entreprises ou des réductions d'effectifs, le Groupement d'intérêt public « Plate-forme de

revitalisation et de développement - sud Seine-et-Marne » a été créé en 2006 par le Préfet de Seine-et-Marne. Créé pour une durée de trois ans et renouvelé ensuite pour deux ans, il doit se dissoudre en 2011. Il a vocation à aider financièrement la création d'emplois, à l'aide de fonds collectés auprès d'entreprises ayant supprimé des emplois sur le territoire (telles que Thomson à Bagneux-sur-Loing)

L'adhésion de notre Communauté au GIP nous permettra dans un premier temps de nous associer à son action, dont nous partageons les objectifs. Ensuite, dans la structure qui devra succéder au GIP à l'issue de sa dissolution, il est envisagé de confier aux Communautés de communes le rôle qui était jusqu'alors rempli par la Préfecture et le Conseil général.

**Ce sont les raisons pour lesquelles cette adhésion, gratuite pour la Communauté, est souhaitable, d'autant qu'elle favorisera le développement de liens avec les Communautés de communes voisines.**

**Le Conseil Communautaire, ENTENDU l'exposé de Monsieur le Président,**

**CONSIDERANT** le projet de développement de la Communauté de communes, en particulier l'objectif de favoriser le développement économique local afin de maintenir et développer l'emploi sur le territoire ;

**CONSIDERANT** la Convention constitutive du Groupement d'intérêt public « Plate-forme de revitalisation et de développement - sud Seine-et-Marne », en particulier son article 2 (Objet) et son article 7 (admission, retrait, exclusion) ;

**CONSIDERANT** la nécessité d'inscrire les efforts de la Communauté en matière de développement économique dans le bassin de vie du Sud Seine-et-Marne ;

**CONSIDERANT** les bénéfices pour le développement et la redynamisation économiques du sud Seine-et-Marne d'un partenariat entre les Collectivités territoriales, l'Etat, les entreprises, les Chambres consulaires, et les autres membres du GIP ;

**Après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents,**

**Article 1<sup>er</sup> - PROPOSE** son admission à l'Assemblée Générale du Groupement d'intérêt Public « Plate-forme de revitalisation et de développement - sud Seine-et-Marne » ;

**Article 2 - CHARGE** le Président de procéder aux démarches d'admission nécessaires.

#### **5/Petite enfance : présentation du projet de Relais d'Assistantes Maternelles (RAM)**

Le Président demande à Rose-Marie LIONNET de bien vouloir exposer l'avancée des travaux de la Commission « Petite enfance, enfance et jeunesse ».

Rose-Marie LIONNET expose le projet de Relais d'Assistantes Maternelles, qui comprendrait deux relais, animés par deux agents distincts (l'un à 100 %, l'autre à 80 %) et implantés dans trois antennes fixes et une antenne mobile, afin de servir l'ensemble du territoire, sans déplacements excessifs.

Les locaux seraient mis à disposition de la Communauté par les communes, après avoir été agréés par le Conseil Général. A ce jour, les locaux proposés par Egreville et Château-Landon seraient conformes, tandis que ceux proposés par Souppes-sur-Loing et Beaumont-du-Gâtinais ne sont pas conformes en termes de sécurité et d'accessibilité pour l'accueil de jeunes enfants.

Rose-Marie LIONNET passe ensuite la parole à Anne-Claire LEBARON pour présenter les éléments budgétaires liés à ce projet et principalement :

- le montant des investissements envisagés pour 2011, soit 62.800 €, financé à hauteur de 33.168 € par la CAF et de 4.320 € par le Conseil général, laissant à la charge de la Communauté un montant de 25.312 €, soit 40.3 % du total.

- le montant des dépenses de fonctionnement envisagé pour 2011, soit 107.400 €, financé à hauteur de 36.642 € par la Caf, de 36.642 € par la CNAF et de 6.636 € par le Conseil général, laissant à la charge de la Communauté un montant de 19.480 €, soit 18.1% du total.

Bruno BASCHET, demande s'il y aura une contrepartie financière pour la mise à disposition de salle par les communes.

Le Président répond par l'affirmative : une convention sera signée à cet effet entre la Communauté de Communes Gâtinais-Val de Loing et chacune des Mairies concernées.

**Le Conseil Communautaire, ENTENDU l'exposé de Madame la Vice-présidente,**

**CONSIDERANT** le projet socio-éducatif d'un Relais d'assistantes maternelles itinérant communautaire, préparé par la Commission « Petite Enfance, Enfance et Jeunesse » ;

**CONSIDERANT** le partenariat mis en œuvre avec les services de la Caisse d'Allocations Familiales de Seine-et-Marne, avec les services du Conseil Général, avec l'antenne de Nemours de la Maison départementale des solidarités et avec les assistantes maternelles du territoire communautaire ;

**Après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents,**

**Article 1<sup>er</sup> - VALIDE** le projet socio-éducatif du futur Relais d'Assistantes maternelles itinérant communautaire ;

- Article 2 -** SOLLICITE la Commission d'Action sociale de la Caisse d'Allocations Familiales de Seine-et-Marne pour l'obtention de deux agréments ;
- Article 3 -** SOLLICITE la Caisse d'Allocations Familiales de Seine-et-Marne pour une demande de subventions d'investissements afin de faciliter la mise en place du service communautaire ;
- Article 4 -** CHARGE la Commission « Petite Enfance, Enfance et Jeunesse » de poursuivre le travail de réflexion sur les modes d'accueil pour la Petite Enfance, en collaboration avec les communes-membres ;
- Article 5 -** AUTORISE le Président à réaliser toutes les démarches et formalités relatives à la création de ce Relais d'assistantes maternelles communautaire.

#### **6/ Transport à la demande : avancée des travaux de la commission et présentation du cahier des charges**

Le Président excuse Antoine DEFOIX pour son absence et propose au Conseil Communautaire d'exposer l'avancée des travaux de la commission « Transport à la demande et Services à la population ».

Cette dernière a mené une réflexion progressive sur le projet de transport à la demande.

La réflexion menée a permis à la Commission d'élaborer un cahier des charges pour une « Assistance de maîtrise d'ouvrage pour la création d'un service de Transport à la demande », dont les points les plus importants sont les suivants :

- 1) Il s'agit d'étudier *l'opportunité* et la *faisabilité* d'un service de transports à la demande communautaire, c'est-à-dire d'un service de mobilité assuré par des véhicules individuels ou des minibus, dont la particularité est d'être mise en œuvre sur réservation des utilisateurs.
- 2) La mission sera découpée en trois phases, réparties en une tranche ferme et deux tranches conditionnelles. Les deux tranches conditionnelles ne seront lancées qu'après validation du Conseil communautaire et après délégation de la Compétence « Transport à la demande » par le STIF.

**Le Conseil Communautaire, ENTENDU l'exposé de Monsieur le Président,**

**CONSIDERANT** le Cahier des charges « Assistance de maîtrise d'ouvrage pour la création d'un service de Transport à la demande » élaboré par la Commission « Transport à la demande et services à la population »

**Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents,**

- Article 1<sup>er</sup> -** VALIDE le cahier des charges « Assistance de maîtrise d'ouvrage pour la création d'un service de Transport à la demande » ;
- Article 2 -** CHARGE la Commission « Transports à la demande et services à la population » d'assurer le suivi de cette étude ;
- Article 3 -** AUTORISE le Président à réaliser toutes les démarches et formalités relatives à la mise en œuvre de ce cahier des charges.

#### **7/ Cahier des charges pour le Plan communication (charte graphique et site Internet)**

Le Président demande à Michel VARLET de bien vouloir exposer l'avancée des travaux de la Commission « Finances, Administration générale et Communication ».

Celui-ci expose la nécessité pour la Communauté de disposer d'une charte graphique pour l'ensemble de ses actions de communication, d'un site Internet pour faire connaître la Communauté et d'un bulletin communautaire pour informer un large public des nouvelles la concernant, le tout formant un plan de communication.

A cet effet, la Commission a élaboré un cahier des charges pour le lancement d'un appel d'offre en vue de la réalisation de ce plan.

Il prévoit à ce jour deux lots à réaliser successivement :

- Lot 1 : conception de la charte graphique
- Lot 2 : conception et édition du site Internet

Cette action sera suivie par un Comité de Pilotage et par un Comité Technique. Le délai de réalisation sera de 2 mois pour le lot 1 et de 4 mois pour le lot 2.

La conception d'une maquette pour le Bulletin communautaire sera envisagée ultérieurement.

**Le Conseil Communautaire, ENTENDU l'exposé de Monsieur le Vice-président,**

**CONSIDERANT** le Cahier des charges « Conception d'un plan de communication » ;

**Après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents,**

- Article 1<sup>er</sup> -** VALIDE le cahier des charges « Conception d'un plan de communication » ;
- Article 2 -** CHARGE la Commission « Communication » d'assurer l'élaboration et la mise en œuvre de ce plan de communication ;
- Article 3 -** AUTORISE le Président à réaliser toutes les démarches et formalités relatives à la mise en œuvre de ce cahier des charges.

#### **8. Création d'un Comité consultatif « Communication »**



**Le Président rappelle que les Commissions communautaires sont composées exclusivement de délégués communautaires.**

Il convient aujourd'hui de créer un Comité Consultatif pour la Commission Communication. Comme cela a déjà été fait pour les autres Commissions.

Aucun de ces comités consultatifs ne traitera des aspects liés aux finances ou à l'administration générale, qui resteront du ressort de la Commission « Finances, Administration Générale ».

Les élus intéressés pour participer aux travaux de ce comité sont appelés à se manifester rapidement auprès des services de la Communauté.

**Le Conseil communautaire,**

**ENTENDU** l'exposé du Président,

**CONSIDERANT** la nécessité imposée par le Code Général des Collectivités Territoriales de réserver la participation aux commissions intercommunales aux seuls délégués communautaires ;

**CONSIDERANT** la nécessité d'ouvrir les travaux de la Communauté de communes à l'ensemble des élus, afin de permettre à tous les élus intéressés de contribuer aux travaux intercommunaux ;

**CONSIDERANT** la proposition du Bureau ;

**Après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents,**

**DECIDE**

**Article 1<sup>er</sup> -** De réserver la participation aux commissions de travail aux seuls délégués communautaires, titulaires ou suppléants ;

**Article 2 -** De créer un comité consultatif pour la Commission Communication

**Article 3 -** Composés d'élus communautaires ou non, et de personnes extérieures, ce comité consultatif est chargé d'étudier les projets de la Communauté de communes dans son domaine de compétence.

**Article 4 -** Les membres d'une commission sont automatiquement membres du comité consultatif correspondant : ils sont chargés de faire la synthèse des travaux de leur comité consultatif et d'en présenter les résultats devant le Conseil communautaire.

## **9/ Règlement intérieur**

Le Président expose que suite à la création de la Communauté de Communes Gâtinais-Val de Loing le 1er Janvier 2010, cette dernière doit disposer d'un règlement intérieur, comme tout établissement public de coopération intercommunale comprenant au moins une commune de 3500 habitants et plus, selon les dispositions de l'article L 2121-8 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Il présente le projet de règlement intérieur, tel qu'il a été préparé par le Bureau Communautaire.

**ENTENDU** l'exposé du Président,

**CONSIDERANT** la proposition du Bureau,

**Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents,**

**DECIDE**

- d'approuver le présent règlement intérieur,

- **CHARGE** le Président à le rendre exécutoire dès à présent.

## **10/ Présentation et validation des Conventions avec les syndicats de collecte et traitement des ordures ménagères**

Le Président expose que la CCGVL, ayant pris la compétence « Elimination et valorisation des déchets ménagers et assimilés », adhère, pour l'ensemble de cette compétence, à des syndicats mixtes, et se substitue à ces syndicats pour la perception de la Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères (TEOM).

Une convention est donc nécessaire avec ces syndicats afin que les rôles de chacun soit correctement définis et respectés.

Il présente le projet type de convention à passer avec chacun des syndicats concernés, tel qu'il a été préparé par le Bureau communautaire.

**Le Conseil communautaire,**

**ENTENDU** l'exposé du Président,

**CONSIDERANT** le projet préparé par le Bureau,

**Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents,  
DECIDE**

- De donner tous pouvoirs au Président pour signer des conventions conformes au projet présenté, avec chacun des quatre syndicats représentés dans notre Communauté de Communes soit le SICTRM, le SIRMOTOM, le SIEOM et le SITOMAP.

### **11. Adhésion au Comité National d'Action Sociale**

Le Président expose que selon la loi du 19 février 2007, les collectivités territoriales et leurs établissements publics sont dans l'obligation d'offrir à leurs personnels des prestations d'action sociale. L'action sociale vise « à améliorer les conditions de vie des agents publics et de leurs familles, notamment dans les domaines de la restauration, du logement, de l'enfance et des loisirs, ainsi qu'à les aider à faire face à des situations difficiles. ». Ces prestations d'action sociale versées aux agents peuvent être individuelles ou collectives. La loi précise également que « sous réserve des dispositions propres à chaque prestation, le bénéfice de l'action sociale implique une participation du bénéficiaire à la dépense engagée. Cette participation tient compte, sauf exception, de son revenu et, le cas échéant, de sa situation familiale ».

En l'occurrence, le CNAS (Comité National d'Action Sociale pour le personnel des collectivités territoriales - Association loi 1901 à but non lucratif) propose une offre de prestations d'action sociale. La Communauté de communes peut y adhérer soit à compter du 1er Janvier 2010 soit à compter du 1er Septembre 2010.

Le contrat est signé pour une durée annuelle et reconduit par tacite reconduction.

Le Bureau propose de faire adhérer la Communauté au CNAS à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2010.

**Le Conseil communautaire,**

**ENTENDU** l'exposé du Président,

**CONSIDERANT** la proposition du Bureau,

**Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents,**

**DECIDE**

**Article 1<sup>er</sup> :** de mettre en place une Action Sociale en faveur du personnel en adhérant au CNAS à compter du 1<sup>er</sup> Septembre 2010

**Article 2 :** autorise en conséquence le Président à signer la convention d'adhésion au CNAS

**Article 3 :** de verser au CNAS une cotisation égale au nombre d'agents de l'année par la cotisation moyenne N-1

### **12. Adhésion à Pôle Emploi**

Le Président expose qu'il convient d'adhérer à Pôle Emploi concernant l'assurance chômage pour les agents non titulaires ou non statutaires présents et à venir.

La cotisation équivaut à 1% du salaire de l'agent. Ce pourcentage correspond en fait à la contribution exceptionnelle de solidarité qui n'est plus versé au Fond national de solidarité pour les agents non titulaires ou non statutaires.

Les droits aux allocations ne sont pris en charge que 6 mois après l'adhésion de la collectivité.

Le contrat est signé pour une durée de 6 ans et reconduit par tacite reconduction.

Le Bureau propose que la Communauté adhère au Pôle Emploi.

**Le Conseil communautaire,**

**ENTENDU** l'exposé du Président,

**CONSIDERANT** la proposition du Bureau,

**Après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents,**

**DECIDE**

**Article 1<sup>er</sup> :** De donner tous pouvoirs au Président pour mettre en place l'adhésion à Pôle emploi pour les agents non titulaires.

**Article 2 :** Autorise en conséquence Le Président à signer la convention d'adhésion à Pôle emploi ainsi que tous les documents relatifs nécessaires.

### **13. Déplacements domicile-travail : prise en charge partielle de la carte d'abonnement**

Le Président expose que, conformément au Décret n°82-887 du 18 octobre 1982, consolidé au 1er Juillet 2010, une prise en charge partielle du titre d'abonnement multimodaux de type carte orange (dont le nombre de zones permet d'effectuer la portion du trajet comprise à l'intérieur de la zone de compétence de l'autorité organisatrice, lorsque les titres utilisés sont des abonnements à nombre de voyages illimité) des employés de la Communauté de Communes Gâtinais-Val de Loing peut être envisagée pour les agents à temps complet et non complet ( au prorata du temps de travail) utilisant les transports publics de voyageurs pour leur trajet domicile-travail dans la limite de 50 % du titre de transport de deuxième classe. Cette indemnité peut être reversée mensuellement. Sont à exclure de cette prise en

charge les agents dont le transport est assuré ou indemnisé par l'administration, les agents logés par l'administration ainsi que les agents disposant déjà d'une indemnité entre leur lieu de résidence et leur lieu de travail.

**Le Bureau propose de mettre en place la prise en charge partielle de la carte d'abonnement 'Orange', dans les conditions exposées, à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2010.**

**Le Conseil communautaire,**

**ENTENDU** l'exposé du Président,

**CONSIDERANT** la proposition du Bureau,

**Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents,**

**DECIDE**

**Article 1<sup>er</sup> :** De donner tous pouvoirs au Président pour mettre en place la prise en charge partielle de la carte d'abonnement à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2010.

**Article 2 :** Autorise en conséquence Le Président à signer tous les documents nécessaires.

#### **14. Mise en place d'un régime de Récupération du Temps de Travail**

Le Président expose qu' il convient de mettre en œuvre un système de récupération des heures pour travaux supplémentaires nécessité par le service au profit des agents de la Communauté de Communes Gâtinais-Val de Loing , ce afin de faciliter la gestion du temps de travail et dans la limite des dispositions légales.

##### **Pour les agents titulaires et non titulaires à temps non complet :**

Le Bureau propose de récupérer toute heure supplémentaire sur un cahier et de les récupérer en demi -journée ou journée complète.

##### **Pour les agents titulaires et non titulaires à temps complet :**

Le Bureau propose d'instaurer une journée de récupération par quinzaine dès lors que les agents effectuent une durée égale de 39 heures hebdomadaires.

**Le Conseil communautaire,**

**ENTENDU** l'exposé du Président,

**CONSIDERANT** la proposition du Bureau,

**Après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents,**

**DECIDE**

**Article 1<sup>er</sup> :** De donner tous pouvoirs au Président pour mettre en place le régime de Récupération du Temps de Travail proposé par le Bureau

**Article 2 :** Autorise en conséquence le Président à signer tous les documents nécessaires.

#### **15. Amortissements**

Le Président expose la nécessité de choisir la durée d'amortissement des immobilisations appartenant à la Communauté, étant précisé que tous les amortissements sont linéaires.

Il présente les propositions du Bureau en regard des durées autorisées par la loi selon la nature des immobilisations, comme ci-dessous :

Objet à amortir	Durées autorisées	Durées proposées
Agencements et aménagements de bâtiments, installations électriques et téléphoniques	De 15 à 20 ans	<b>15 ans</b>
Mobilier de bureau	De 10 à 15 ans	<b>10 ans</b>
Matériel de bureau (sauf informatique), outillages	De 5 à 10 ans	<b>5 ans</b>
Matériel informatique	De 2 à 5 ans	<b>3 ans</b>
Engins de travaux publics, véhicules	De 4 à 8 ans	<b>5ans</b>

Le Président souligne le fait que le choix d'une durée d'amortissement courte a pour effet d'augmenter pendant toute la durée de l'amortissement la charge financière à supporter par le budget et peut compromettre l'équilibre financier.

Plusieurs délégués font valoir que la durée de vie technique des matériels informatiques étaient désormais généralement supérieure à deux ans et que les véhicules automobiles tels que ceux de la Communauté pouvaient

durer plus de quatre ans. Ils ont proposé que la durée d'amortissement des matériels informatiques soit portée à trois ans et celle des véhicules à cinq ans.

**Le Conseil communautaire,**

**ENTENDU** l'exposé du Président,

**CONSIDERANT** la proposition du Bureau,

**Après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents,**

**DECIDE**

**Article 1<sup>er</sup> :** De donner tous pouvoirs au Président pour mettre en place les amortissements à la durée minimale comme indiqué ci-dessous.

Objet à amortir	Durées autorisées	Durées proposées
Agencements et aménagements de bâtiments, installations électriques et téléphoniques	De 15 à 20 ans	<b>15 ans</b>
Mobilier de bureau	De 10 à 15 ans	<b>10 ans</b>
Matériel de bureau (sauf informatique), outillages	De 5 à 10 ans	<b>5 ans</b>
Matériel informatique	De 2 à 5 ans	<b>3 ans</b>
Engins de travaux publics, véhicules	De 4 à 8 ans	<b>5 ans</b>

**Article 2 :** Autorise en conséquence Le Président à signer tous les documents nécessaires.

**16-/Désignation du correspondant CNAS pour le collège des agents**

Le Président expose que la Communauté ayant adhéré au CNAS, il est nécessaire de désigner un correspondant du collège agents avec cet organisme.

Madame Marinette MESSIAS ayant déjà joué ce rôle dans une autre collectivité, se porte volontaire.

**Le Conseil communautaire,**

**ENTENDU** l'exposé du Président,

**CONSIDERANT** la proposition de Mme MESSIAS Marinette se portant volontaire,

**Après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents,**

**DECIDE**

De désigner Mme MESSIAS Marinette, agent administratif de la CCGVL, en qualité de correspondant pour le collège agents auprès du CNAS

**17/Désignation du correspondant CNAS pour le collège élus**

Le Président expose que la Communauté ayant adhéré au CNAS, il est nécessaire de désigner un correspondant du collège élus avec cet organisme.

Michel VARLET, Vice -président en charge de la Commission « Finances, Administration générale et Communication » se porte volontaire.

**Le Conseil communautaire,**

**ENTENDU** l'exposé du Président,

**CONSIDERANT** la proposition de Michel VARLET se portant volontaire,

**Après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents, à l'exception de Michel VARLET, qui s'abstient,**

**DECIDE**

De désigner. Michel VARLET, Vice- président, en qualité de correspondant pour le collège élus au près du CNAS.

**18- Exonération de TEOM pour certaines entreprises**

Le Président expose que le 16 septembre dernier, il a reçu un message envoyé par le SICTRM lui rappelant qu'à l'issue du transfert de compétence portant sur la « valorisation et l'élimination des déchets ménagers », il est du ressort de la Communauté de Communes de statuer sur les éventuelles exonérations de TEOM à valider pour 2011 Dans ce message, le SICTRM attire l'attention du Conseil Communautaire sur le fait que toute décision d'exonération des professionnels se répercute sur le montant de la TEOM des ménages.

Il demande au Conseil communautaire de se prononcer sur les demandes formulées par trois entreprises, selon le tableau ci-après :



NUMERO	DEMANDEUR	ADRESSE	COMMUNE	DATE DE LA DEMANDE	DATE DE RECEPTION DE LA DEMANDE
1	DUGOSAT	Route de Jallemain	Château-Landon	11/01/2010	15/01/2010
2	LES COOPERATEURS DE CHAMPAGNE POUR LEADER PRICE	Rue des industries	Souppes-sur-Loing	20/05/2010	27/05/2010
3	SCI BUTTEAU	6 rue Saint Pierre	Chenou	22/07/2010	29/07/2010

Le Conseil communautaire,

**ENTENDU** l'exposé du Président ;

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents,

**DECIDE**

**Article 1<sup>er</sup>** : D'autoriser les entreprises précitées à poursuivre leur exonération pour l'année 2011.

**Article 2** : Autorise en conséquence Le Président à signer tous les documents nécessaires.

#### 19- Questions diverses

Aucune question diverse n'a été débattue.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 20heures.

Le Secrétaire de séance  
Francis BOURCIER



Le Président  
Jean-Jacques HYEST




Vu pour être affiché, conformément à l'article L2121-25 du CGCT,

Le 4 Octobre 2010,

Le Président,

Jean-Jacques HYEST

